

## Voici le Québec qui soigne les biens communs!

### Qui sont les commoners canadiens de Communagir et que font-ils? Une conversation entre Daniela Ciaffi, Catherine Chouinard et Flavie Lavallière

*Daniela Ciaffi*

Plus on explore le monde d'aujourd'hui, plus on trouve des groupes actifs qui partagent une vision de l'avenir basée sur le soin partagé des biens communs. Chaque fois que Labsus rencontre des commoners étrangers, l'occasion est bonne de dialoguer avec eux en quête d'affinité: en [France](#), en [Espagne](#), aux [Pays-Bas](#), en [Afrique du Sud](#).

Nous remercions **Catherine Chouinard** et **Flavie Lavallière**, respectivement directrice générale et conseillère en développement collectif chez [Communagir](#), de nous emmener outremer, au Canada et en particulier au Québec. On aime que sur le site de leur OSBL toute une section soit consacrée au partage d'outils d'animation expérimentés par leurs conseillers et que leur équipe de travail se présente aussi à travers leurs outils "coups de coeur": Flavie par exemple aime la "[Formule défi](#)" et la "[Troïka](#)". Soit dit en passant, mais avec la certitude de rendre service à nos lecteurs, ces outils sont tous décrits dans des fiches synthétiques téléchargeables gratuitement, s'inscrivant ainsi parfaitement dans la logique du partage des connaissances.

C'est un réel plaisir de naviguer sur le site de Communagir entre théories et pratiques, vidéos, codes éthiques et bilans sociaux. Leur équipe est composée de Treize employés et est, entre autres, soutenue par la [fondation philanthropique Lucie et André Chagnon](#) fondée en 2000, suite à la vente par la famille Chagnon du Groupe Vidéotron, une entreprise de câblodistribution, télédiffusion et télécommunication. À ce sujet on vous conseille de lire le livre "La nouvelle philanthropie. (Ré)invente-t-elle un capitalisme solidaire"? par Virginie Seghers.

Mais heureusement, tout n'est pas toujours et seulement virtuel, alors au printemps dernier **Catherine et Flavie ont découvert l'administration partagée en venant à Milan**, en tant que membres d'une délégation québécoise pour mieux comprendre ce qu'est l'administration partagée et comment, en Italie, les responsables publics co-programment et co-produisent avec le tiers secteur.

De retour à la maison et au travail, elles nous écrivent : «Le principe de subsidiarité et son application nous ont beaucoup intéressés». On se rencontre donc virtuellement et on comprend que **leur mission est de contribuer à ce que les collectivités soient en mesure de réaliser les changements qu'elles jugent nécessaires à leur développement collectif**. Communagir et a plusieurs adeptes en France. Elles veulent mieux comprendre ce que sont nos pactes de coopération et comment on les utilise, et nous essayons de le leur expliquer. Comme nous le leur précisons, le **Québec serait potentiellement un contexte d'expérimentation exceptionnel pour la gestion partagée des biens communs**, étant au carrefour culturel entre la culture anglo-saxonne et franco-européenne.

Ces échanges internationaux sont aussi enrichissants car, de l'intérêt qu'un laboratoire comme le nôtre suscite de temps en temps et de contexte en contexte, les enjeux communs aux

commoners du monde sont mieux ciblés. Elles énumèrent, dans l'ordre: d'abord, le développement collectif; deuxièmement, la mobilisation des connaissances; troisièmement, la coordination de partenariats. Au cours de notre conversation, l'une des préoccupations qu'elles expriment le plus fréquemment concerne la **perspective de système**. Cela nous rappelle l'éditorial de **Fabio Giglioni** intitulé «[Vers un système appelé administration partagée](#)» et toutes les fois qu'en Italie amis et collègues, habitants et administrateurs, nous ont rappelé l'importance que les pactes ne restent pas des expériences sporadiques, isolées, déconnectées.

Concernant le travail de changement de système, Catherine et Flavie utilisent souvent un concept difficile à traduire en italien, et sur lequel il vaut la peine de s'attarder: le **co-renforcement**. Soyons honnêtes, nous avons toutes et tous ces dernières années usé et abusé du préfixe "co"! Mais jamais nous ne l'avons fait pour souligner l'idée que certains liens existent mais sont fragiles et donc une stratégie de renforcement doit être partagée par plusieurs parties: comme pour souligner que le thème n'est pas toujours celui d'innover mais aussi celui d'**investir plutôt dans la consolidation des relations, intuitions, alliances**.

Un autre point de contact avec la démarche Labsus nous semble leur slogan de "**se nourrir de l'action territoriale**" entre municipalités et monde associatif. Communagir suit actuellement une centaine de partenariats actifs au Québec dans les différentes phases où ils sont, de la naissance à l'évaluation, en passant par différents types de formation et interagissant avec des clients publics de différents niveaux (on comprend entre-temps que les échelles régionales et provinciales sont inversées par rapport à l'Italie, en fait on parle du Québec comme d'une Province et non d'une Région). Nous partageons profondément lorsqu'elle s'enflamment en nous disent : «**Ça suffit avec le monde associatif considéré comme une soustraction du public!**».

Il ne semble pas du tout qu'il y ait un océan entre les enjeux auxquels ils sont confrontés et ceux au centre de nos pactes de collaboration: mobilisation citoyenne socio-écologique, amélioration de l'environnement quotidien, besoin de nouveaux styles de gouvernement du pouvoir et de représentants politiques plus jeunes. A propos de co-construction des politiques, elles nous expliquent : «nous sommes plutôt en accompagnement à la coconstruction de politiques (culturelles, sociales, etc.) et de plan d'action territoriaux; nous ne sommes pas directement impliqués dans le dépôt et la mise en œuvre de ceux-ci».

**Même l'histoire du Québec et les mouvements néo-municipaux semblent rappeler en quelque sorte les nombreuses âmes actives localement dans notre Italie.**